

Proposition pour une Convention européenne sur la loi applicable aux obligations non contractuelles

(Texte préparé par M. FALLON, A. GIARDINA, P. LAGARDE, O. LANDO, R. MORSE, F. POCAR, en vue de la réunion de La Haye des 27 et 28 septembre 1997)

Titre premier – Champ d'application

Article premier – Champ d'application

1. Les dispositions de la présente convention sont applicables, dans les situations comportant un conflit de lois, quelle que soit la nature de la juridiction :

a) aux obligations non contractuelles dérivant d'un fait dommageable ;
b) aux obligations non contractuelles dérivant d'un fait autre qu'un fait dommageable, notamment la gestion d'affaires, le paiement de l'indu, l'enrichissement sans cause, les restitutions.

2. Elles ne s'appliquent pas :

a) aux obligations non contractuelles découlant des relations de famille, de parenté, de mariage ou d'alliance ;

b) en matière de dommage dans le domaine nucléaire ;

[c) à la responsabilité personnelle légale des associés et des organes pour les dettes de la société, association ou personne morale ;]

d) à la responsabilité de l'État ou d'autres personnes morales de droit public ainsi qu'à celle de leurs organes ou agents pour les actes relevant de la puissance publique ou accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 2 – Caractère universel

La loi désignée par la présente convention s'applique même si cette loi est celle d'un État non contractant

Titre II – Règles uniformes

Article 3 – règle générale de rattachement

1. L'obligation non contractuelle dérivant d'un fait autre qu'un fait dommageable est régie par la loi du pays avec lequel elle présente les liens les plus étroits.

2. Sous réserve du paragraphe 4, lorsque l'auteur du fait dommageable et la personne lésée ont leur résidence habituelle dans le même pays au moment du fait dommageable, il est présumé que l'obligation présente les liens les plus étroits avec ce pays.

3. Sous réserve du paragraphe 4, lorsque l'auteur du fait dommageable et la personne lésée ont leur résidence habituelle dans des pays différents au moment du fait dommageable, il est présumé que l'obligation présente les liens les plus étroits avec le pays dans lequel le fait générateur et le dommage se sont produits.

4. La présomption des paragraphes 2 et 3 est écartée lorsqu'il résulte de l'ensemble des circonstances que l'obligation présente des liens plus étroits avec un autre pays.

Proposal for a European Convention on the law applicable to non-contractual obligations

(Text prepared by M FALLON, A GIARDINA, P LAGARDE, O LANDO, R MORSE, F POCAR, for the meeting at The Hague on 27 and 28 September 1997)

Title 1 – Scope of the convention

Article 1 – Scope of the Convention

1. The rules of this Convention shall apply in any situation involving a choice between the laws of different countries whatever the nature of the court or tribunal :

(a) to non-contractual obligations arising out of an event which has resulted in damage or injury ;

(b) to non-contractual obligations arising out of an event other than an event which has resulted in damage or injury, in particular, management of the affairs of another (*negotiorum gestio*), payment which is not due, unjust enrichment, restitution.

2 They shall not apply to :

(a) non-contractual obligations arising out of a family relationship, parentage, marriage or affinity ;

(b) questions relating to injury or damage in the nuclear field ;

[(c) the personal liability of officers and members as such for the obligations of a company and other body corporate or unincorporate ;]

(d) the liability of the State or of other legal persons governed by public law, or to the liability of their organs or agents, for acts of public authority performed by the organs or agents in the exercise of their official functions.

Article 2 – Application of law of non-contracting States

Any law specified by this Convention shall be applied whether or not it is the law of a Contracting State.

Title II – Uniform rules

Article 3 – General rule for determination of the applicable law

1. A non-contractual obligation arising out of an event which has caused damage or injury shall be governed by the law of the country with which it is most closely connected.

2. Subject to the provisions of paragraph 4, when the author of the damage or injury and the person who suffers damage or injury are habitually resident in the same country at the time the damage or injury is suffered, it shall be presumed that the obligation is most closely connected with that country.

3. Subject to the provisions of paragraph 4, when the author of the damage or injury and the person who suffers the damage or injury are habitually resident in different countries at the time the damage or injury is suffered, it shall be presumed that the obligation is most closely connected with the country in which the event

4. Lors de l'appréciation des liens étroits, il pourra être tenu compte d'une relation préexistante ou envisagée entre parties.

Article 4 – Présomptions spéciales

Nonobstant les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 3, il est présumé que l'obligation non contractuelle a les liens les plus étroits avec le pays dans lequel le dommage est survenu :

- a) en cas d'atteinte à la vie privée ou aux droits de la personnalité, ou de diffamation ;
- b) en cas de concurrence déloyale ou de pratique commerciale restrictive ;
- c) en cas d'atteinte à l'environnement.

Article 5 – Quasi-contrats

1. L'obligation non contractuelle dérivant d'un fait autre qu'un fait dommageable est régie par la loi du pays avec lequel elle présente les liens les plus étroits.

2. Il est présumé que l'obligation présente les liens les plus étroits avec le pays dans lequel le fait s'est produit.

3. La présomption du paragraphe 2 est écartée lorsqu'il résulte de l'ensemble des circonstances que l'obligation présente des liens plus étroits avec un autre pays.

4. Lors de l'appréciation des liens étroits, il pourra être tenu compte d'une relation préexistante ou envisagée entre parties.

Article 6 – Liberté de choix

Les parties peuvent choisir la loi applicable à l'obligation non contractuelle [par une convention postérieure à la naissance du différend]. Ce choix doit être exprès.

Article 7 – Lois de police

1. Lors de l'application, en vertu de la présente convention, de la loi d'un pays déterminé, il peut être donné effet aux dispositions impératives de la loi d'un autre pays avec lequel la situation présente un lien étroit, si et dans la mesure où, selon le droit de ce dernier pays, ces dispositions sont applicables quelle que soit la loi régissant l'obligation non contractuelle. Pour décider si effet doit être donné à ces dispositions impératives, il est tenu compte de leur nature et de leur objet ainsi que des conséquences qui découleraient de leur application ou de leur non-application.

2. Les dispositions de la présente convention ne portent pas atteinte à l'application des règles de la loi du pays du juge qui régissent impérativement la situation quelle que soit la loi applicable à l'obligation non contractuelle.

Article 8 – Règles de sécurité et de comportement

Quelle que soit la loi applicable, il doit, dans la détermination de la responsabilité, être tenu compte des règles de sécurité et de comportement en vigueur au lieu et au moment du fait dommageable.

Article 9 – Domaine de la loi de l'obligation non contractuelle

La loi applicable à l'obligation non contractuelle en vertu des articles 3 à 6 de la présente convention régit notamment :

which caused the damage or injury and the damage or injury occur.

4. The presumptions in paragraphs 2 and 3 shall be disregarded if it appears from the circumstances as a whole that the obligation is more closely connected with another country.

5. In determining the country which has the closest connection, regard shall be had to any pre-existing or contemplated relationship between the parties.

Article 4 – Special presumptions

Notwithstanding the provisions of paragraphs 2 and 3 of Article 3, it shall be presumed that a non-contractual obligation is most closely connected with the country in which the damage occurs :

- (a) in the case of invasion of privacy or rights in personality, or defamation
- (b) in the case of unfair competition or restrictive trade practices ;
- (c) in the case of environmental damage

Article 5 – Quasi-contracts

1. A non-contractual obligation arising out of an event which does not result in damage or injury shall be governed by the law of the country with which it is most closely connected.

2. It shall be presumed that the obligation is most closely connected with the country in which the event occurs.

3. The presumption in paragraph 2 shall be disregarded if it appears from the circumstances as a whole that the obligation is more closely connected with another country.

4. In determining the country which has the closest connection regard shall be had to any pre-existing or contemplated relationship between the parties.

Article 6 – Freedom of choice

The parties may choose the law applicable to a non-contractual obligation [by an agreement entered into after the dispute has arisen]. This choice must be express.

Article 7 – Mandatory rules

1. When applying under this Convention the law of a country, effect may be given to the mandatory rules of the law of another country with which the situation has a close connection if and in so far as, under the law of the latter country, those rules must be applied whatever the law applicable to the non-contractual obligation. In considering whether to give effect to these mandatory rules, regard shall be had to their nature and purpose and to the consequences of their application or non-application.

2. Nothing in this Convention shall restrict the application of the rules of the law of the forum in a situation where they are mandatory irrespective of the law otherwise applicable to the non-contractual obligation.

Article 8 – Rules of safety and conduct

Whatever may be the applicable law, in determining liability account shall be taken of

1° les conditions et l'étendue de la responsabilité, y compris la détermination des personnes engageant leur responsabilité pour les actes qu'elles commettent ;

2° les causes d'exonération, ainsi que toute limitation et tout partage de responsabilité ;

3° l'existence et la nature des dommages susceptibles de réparation ;

4° dans les limites des pouvoirs attribués au tribunal par sa loi de procédure, les mesures que le juge peut prendre pour assurer [la prévention,] la cessation du dommage ou sa réparation ;

5° l'évaluation du dommage dans la mesure où des règles de droit la régissent ;

6° la mesure dans laquelle le droit de la victime à réparation peut être exercé par ses héritiers ;

7° les personnes ayant droit à réparation du dommage qu'elles ont personnellement subi ;

8° la responsabilité du fait d'autrui ;

9° les prescriptions et les déchéances fondées sur l'expiration d'un délai, y compris le point de départ, l'interruption et la suspension des délais.

10° la charge de la preuve et les présomptions légales.

Article 10 – Action directe contre l'assureur du responsable

La personne lésée a le droit d'agir directement contre l'assureur du responsable, si un tel droit lui est reconnu par la loi applicable à l'obligation non contractuelle.

Si la loi applicable à l'obligation non contractuelle ne connaît pas ce droit, il peut néanmoins être exercé s'il est reconnu à la personne lésée par la loi applicable au contrat d'assurance.

Article 11 – Subrogation

1. Lorsqu'en vertu d'une obligation non contractuelle, une personne, le créancier, a des droits à l'égard d'une autre personne, le débiteur, et qu'un tiers a l'obligation de désintéresser le créancier ou encore que le tiers a désintéressé le créancier en exécution de cette obligation, la loi applicable à cette obligation du tiers détermine si celui-ci peut exercer en tout ou en partie les droits détenus par le créancier contre le débiteur selon la loi régissant leurs relations.

2. La même règle s'applique lorsque plusieurs personnes sont tenues de la même obligation non contractuelle et que le créancier a été désintéressé par l'une d'elles.

Titre III – Dispositions générales

Article 12 – Assimilation à la résidence habituelle

Pour les sociétés, associations ou personnes morales, l'administration centrale tient lieu de résidence habituelle.

Dans le cas où le fait dommageable a été commis ou subi dans l'exercice d'une activité professionnelle, l'établissement principal tient lieu de résidence habituelle.

rules of conduct and safety which were in force at the place and time of the occurrence of the event which resulted in damage or injury.

Article 9 – Scope of the law applicable to a non-contractual obligation

The law applicable to a non-contractual obligation by virtue of Articles 3 to 6 of this Convention shall govern in particular :

(1) The basis and extent of liability including the determination of whether persons are liable for acts which they commit ;

(2) the grounds for exemption from liability, any limitation of liability and any division of liability ;

(3) the existence and kinds of damage or injury for which compensation may be due ;

(4) within the limits of the powers conferred on the court by its procedural law, the measures which the court can take to ensure the prevention or termination of damage or injury, or compensation for damage or injury ;

(5) the assessment of damage in so far as it is governed by rules of law ;

(6) the extent to which the heirs of the victim may exercise the victim's rights ;

(7) the persons who have a right to compensation for damage or injury which they personally have suffered ;

(8) liability for the acts of others ;

(9) rules of prescription or limitation, including rules relating to the commencement of a period of prescription or limitation and the interruption and suspension of this period ;

(10) rules which determine the burden of proof or which raise presumptions of law.

Article 10 – Direct action against insurer

A person who has suffered injury or damage shall have a right of direct action against the insurer of the person liable if he has such a right under the law applicable to the non-contractual obligation.

If the law applicable to the non-contractual obligation does not provide for such a right, it shall nevertheless exist if it is available to the person who suffered damage or injury under the law applicable to the contract or insurance.

Article 11 – Subrogation

1. Where a person ('the creditor') has a non-contractual claim upon another ('the debtor'), and a third person has a duty to satisfy the creditor, or has in fact satisfied the creditor in discharge of that duty, the law which governs the third person's duty to satisfy the creditor shall determine whether the third person is entitled to exercise against the debtor the rights which the creditor had against the debtor under the law governing their relationship and, if so, whether he may do so in full or only to a limited extent.

2. The same rule applies where several persons are subject to the same non-contractual claim and one of them has satisfied the creditor.

Title III – General Provision

En cas de pluralité d'établissements, l'établissement à l'occasion de l'exploitation duquel le fait dommageable a été commis ou subi tient lieu de résidence habituelle.

Article 13 – Exclusion du renvoi

Lorsque la présente convention prescrit l'application de la loi d'un pays, elle entend les règles de droit en vigueur dans ce pays à l'exclusion des règles de droit international privé.

Article 14 – Ordre public

L'application d'une disposition de la loi désignée par la présente convention ne peut être écartée que si cette application est manifestement incompatible avec l'ordre public du for.

Article 15 – Application dans le temps

La convention s'applique dans un État contractant aux obligations non contractuelles dérivant de faits qui se sont produits après son entrée en vigueur pour cet État.

Article 16 – Interprétation uniforme

Aux fins de l'interprétation et de l'application des règles uniformes qui précèdent, il sera tenu compte de leur caractère international et de l'opportunité de parvenir à l'uniformité dans la façon dont elles sont interprétées et appliquées.

Article 17 – Systèmes non unifiés

1. Lorsqu'un État comprend plusieurs unités territoriales dont chacune a ses propres règles en matière d'obligations non contractuelles, chaque unité territoriale est considérée comme un pays aux fins de la détermination de la loi applicable selon la présente convention.

2. Un État dans lequel différentes unités territoriales ont leurs propres règles de droit en matière d'obligations non contractuelles ne sera pas tenu d'appliquer la présente convention aux conflits de lois intéressant uniquement ces unités territoriales.

Article 18 – Priorité du droit communautaire

La présente convention ne préjuge pas l'application des dispositions qui, dans des matières particulières, règlent les conflits de lois en matière d'obligations non contractuelles et qui sont ou seront contenues dans les actes émanant des institutions des Communautés européennes [ou de l'Union européenne] ou dans les législations nationales harmonisées en exécution de ces actes.

Article 19 – Relations avec d'autres conventions

La présente convention ne porte pas atteinte à l'application des conventions internationales auxquelles un État contractant est ou sera partie.

Titre V Clauses finales

Article 12 – Habitual residence of company etc

The habitual residence of a company or other body corporate or unincorporate shall be taken to be the place where its central administration is situated.

In a case in which damage or injury has been caused or suffered in the course of a trade or profession, the place of habitual residence shall be taken to be the place where the principal place of business is situated.

In a case where there is more than one establishment, the place of habitual residence shall be taken to be the establishment where the operations in consequence of which the damage or injury is caused or suffered, occurred.

Article 13 – Exclusion of renvoi

The application of the law of any country specified by this Convention means the application of the rules of law in force in that country other than its rules of private international law.

Article 14 – Ordre public

The application of a rule of the law of any country specified by this Convention may be refused only if such application is manifestly incompatible with the public policy (ordre public) of the forum.

Article 15 – No retrospective effect

This Convention shall apply in a Contracting State to non-contractual obligations arising out of events which occur after the date on which this Convention has entered into force with respect to that State.

Article 16 – Uniform interpretation

In the interpretation and application of the preceding uniform rules, regard shall be had to their international character and to the desirability of achieving uniformity in their interpretation and application.

Article 17 – States with more than one legal system

1. Where a State comprises several territorial units each of which has its own rules of law in respect of non-contractual obligations, each territorial unit shall be considered as a country for the purposes of identifying the law applicable under this Convention.

2. A State within which different territorial units have their own rules of law in respect of non-contractual obligations shall not be bound to apply this Convention to conflicts solely between the laws of such units.

Article 18 – Precedence of Community law

This Convention shall not affect the application of provisions, which, in relation to particular matters, lay down choice of law rules relating to non-contractual obligations and which are or will be contained in acts of the institutions of the European Communities [or the European Union] or in national laws harmonised in implementation of such acts.

Article 19 – Relationship with other conventions

This Convention shall not prejudice the application of international conventions to

which a Contracting State is, or becomes, a party.

Title IV – Final provisions